

du 7 au 13 juillet 1994

**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)**

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL  
COMMUNIQUÉS :**

**Nominations diplomatiques**

**Le 12 juillet 1994, n° 142**

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, annonce les nominations diplomatiques suivantes : M<sup>me</sup> Marie-Andrée Beauchemin nommée haut-commissaire auprès de la République islamique du Pakistan; M. Dennis B. Browne nommé consul général à Los Angeles; M. Robert G. Clark nommé ambassadeur auprès de la République argentine; M. Jacques Demers nommé ambassadeur et délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris; M. Robert Déry nommé consul général à Minneapolis; M<sup>me</sup> Louise Charron Fortin nommée ambassadeur auprès de la République gabonaise; M. Jean-Paul Hubert nommé ambassadeur auprès du Royaume de Belgique; M. Garrett C.M. Lambert nommé commissaire à Hong Kong; M. Barry M. Mawhinney nommé ambassadeur auprès de l'Irlande; M. Ian McLean nommé consul général à Milan; M. Allan Stewart nommé consul général à Atlanta; M<sup>me</sup> Colleen Swords nommée haut-commissaire à la Barbade avec accréditation simultanée auprès du Commonwealth de la Dominique et de Saint-Vincent-et-Grenadines; M. Donald T. Wismer nommé consul général à Détroit; M. David Wright nommé ambassadeur auprès du Royaume d'Espagne; M. Rob Wright nommé haut-commissaire auprès de la Nouvelle-Zélande.»

**Le Canada félicite le nouveau président de l'Ukraine**

**Le 12 juillet 1994, n° 141**

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a félicité [...] M. Leonid Koutchma du succès remporté lors des élections présidentielles qui se sont tenues dimanche en Ukraine. "Je désire féliciter M. Koutchma de sa victoire électorale. Le Canada a toujours appuyé fermement les efforts déployés par l'Ukraine pour relever les défis liés à l'indépendance, et je tiens à assurer le nouveau président de la poursuite de notre appui", a indiqué M. Ouellet.»

**Les ministres rejettent la décision américaine sur le blé**

**Le 8 juillet 1994, n° 140**

«L'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, et l'honorable Ralph Goodale, ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, ont rejeté [...] la décision de la Commission américaine du commerce international (ITC) selon laquelle les importations de blé canadien font sensiblement obstacle à l'application des programmes de soutien américains. Les ministres ont fait observer que trois des commissaires ont nuancé leurs conclusions en faisant valoir que cet obstacle, s'il existe, n'a qu'une portée limitée. [...] Le 18 janvier 1994, le président des États-Unis a demandé à la Commission de déterminer si les importations de blé, de farine de blé et de semoule de froment nuisaient sensiblement aux programmes américains de soutien du prix du blé. L'ITC est l'organisme américain chargé d'effectuer des enquêtes en vertu de l'article 22 de la loi américaine dite *Agriculture Adjustment Act*. Le rapport de la Commission sera communiqué au président pour examen. Ce dernier n'est pas lié par les recommandations de l'ITC. La dérogation obtenue par les États-Unis dans le cadre du GATT concernant la prise de mesures en vertu de l'article 22 viendra à expiration dès l'entrée en vigueur des accords issus de l'Uruguay Round, en 1995. Avant d'agir, par ailleurs, les États-Unis devront respecter certaines obligations souscrites au titre du GATT et de l'ALENA. "Nous poursuivons nos discussions avec les États-Unis sur tout un éventail de dossiers agricoles, y compris celui du blé, a ajouté M. MacLaren. Si les États-Unis prenaient quand même des mesures unilatérales contre le Canada, nous avons indiqué clairement que nous réagirions de façon énergique pour défendre nos intérêts."»

**Tournée de M. Ouellet en Asie**

**Le 7 juillet 1994, n° 139**

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, sera au Japon, en Corée, en Thaïlande, en Chine et à Hong Kong, du 18 juillet au 2 août. Le 18 juillet, M. Ouellet arrivera à Tokyo où il rencontrera le nouveau premier ministre du Japon, M. Tomiichi Murayama, et d'autres membres du Cabinet. [...] Le 21 juillet, quelques jours avant le premier sommet des chefs des deux Corées, M. Ouellet se rendra en Corée du Sud. À Séoul, il s'entretiendra avec le ministre des Affaires étrangères, M. Han Sung Joo, de questions bilatérales, commerciales et de sécurité régionale; il rencontrera aussi le président et des hauts fonctionnaires coréens. [...] Le 24 juillet, M. Ouellet poursuivra son voyage vers Bangkok, en Thaïlande, où il dirigera la délégation canadienne au cours des rencontres organisées par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le 25 juillet, les ministres des Affaires étrangères des six pays de l'ANASE (le Brunéi, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) rencontreront ceux du Canada, de l'Australie, de la Chine, de la Russie, des États-Unis, de la Corée, du Japon, du Laos, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Viet Nam et de l'Union européenne à la première session du Forum régional de l'ANASE. Cette rencontre multilatérale, centrée uniquement sur des questions de sécurité régionale, se déroulera cette année sous le thème des mesures visant à accroître la confiance dans la région de l'Asie-Pacifique. Le Forum régional de l'ANASE sera suivi, les 26 et 27 juillet, de la Conférence postministérielle de l'ANASE, où les ministres des Affaires étrangères et leur sept partenaires du Dialogue (le Canada, l'Australie, la Corée, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Union européenne) discuteront les questions politiques et économiques régionales et internationales. M. Ouellet se rendra en Chine le 28 juillet. À Beijing, il s'entretiendra avec son homologue, M. Qian Qichen. [...] Les 1<sup>er</sup> et 2 août, M. Ouellet sera à Hong Kong où il rencontrera le gouverneur par intérim, M. Anson Chan.»

**DISCOURS :**

«Le Canada et l'Union européenne ont eu fort à faire ces dernières années entre un ordre du jour extrêmement chargé en matière de politique commerciale et la complexité des grands dossiers économiques et sociaux. Tandis que les Européens oeuvraient à leur unification (et à leur réunification), nous nous adaptions aux exigences de l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA]. [...] La récession économique qui a durement frappé l'Europe aussi bien que l'Amérique du Nord a fait surgir de nouveaux défis que doivent maintenant relever les gouvernements et les responsables des politiques économiques et sociales. Confrontés aux mêmes obstacles, nous faisons aussi figure de rivaux dans une économie mondiale en perte de vitesse où les parts de marché se rétrécissent, où les bénéfices diminuent et où la concurrence émanant des pays nouvellement industrialisés va en augmentant. [...] Comme le reconnaissent aussi bien le président de la Commission européenne que le

premier ministre, M. Chrétien, notre tâche consiste désormais à passer avec succès d'une relation dominée par les préoccupations de sécurité de la guerre froide à une relation fondée sur nos intérêts économiques communs. Le fait que la conférence économique intitulée Point de mire sur les relations entre le Canada et l'Union européenne, qui se tiendra à Toronto en octobre, soit organisée par l'Union européenne prouve que les Européens partagent nos préoccupations. [...] Or, nous devons tout d'abord mettre fin aux mythes qui entourent nos relations avec l'Europe dans un monde qui a vu se conclure l'ALENA et les accords de Maastricht. Le premier et le plus nocif de ces mythes est de considérer que, depuis la conclusion de l'ALENA, l'Europe n'a plus d'importance pour le Canada. Pour des raisons géographiques, les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada. Les accords régionaux ouverts, tel l'ALENA, relèvent du simple bon sens. On ne doit pas les considérer comme des zones d'échange exclusives. [...] Ce qui compte plus que la géographie entre partenaires commerciaux, c'est la volonté commune de mettre sur pied un système d'échanges plus complet fondé sur des règles, autrement dit un GATT amélioré. L'ALENA se veut, de par ses règles d'adhésion, un régime de libre-échange non discriminatoire, complet et, à mon avis, fondamentalement ouvert à tous. Selon le second de ces mythes, le Canada s'intéresserait surtout à la région Asie-Pacifique. [...] Or, il n'est pas nécessaire que le développement de nouveaux marchés se fasse au détriment des marchés établis. Le Canada doit élargir ses relations commerciales sur tous les fronts : en Amérique du Nord, en Amérique latine, dans la région Asie-Pacifique et, évidemment, en Europe. [...] Selon le troisième et dernier mythe, l'Europe, en créant le plus vaste bloc commercial de la planète, a fermé ses portes aux Canadiens et aux autres étrangers. [...] Les statistiques commerciales canadiennes récentes prouvent que le Canada peut être concurrentiel en Europe. L'année dernière, les échanges bilatéraux avec l'Union européenne se sont élevés à 25 milliards de dollars. Depuis 1986, nos exportations vers l'Union européenne ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 6 p. 100. [...] Nos statistiques en matière d'investissements sont également impressionnantes. Les investissements canadiens directs dans les pays de l'Union européenne ont presque triplé de 1985 à 1992 pour atteindre 21 milliards de dollars, alors que, pendant la même période, les investissements de l'Union européenne au Canada ont doublé pour passer à 32 milliards de dollars. En 1992, ceux-ci représentaient près du quart de l'ensemble des investissements directs étrangers au Canada. [...] Je crois que l'Organisation mondiale du commerce, qui est de formation récente, fournira, au cours des années à venir, le cadre essentiel à l'établissement de relations économiques plus solides. La plus grande ouverture des marchés qui découle de l'Uruguay Round et la reprise économique qui se manifeste en Europe sont très prometteuses pour le Canada. [...] Le Canada et l'Europe partagent un certain nombre de points de vue concernant divers problèmes auxquels est confrontée l'Organisation mondiale du commerce. Nous devons veiller à ce que celle-ci présente un ordre du jour tourné vers l'avenir et équilibré lui permettant de régler les questions demeurées en suspens, comme la réforme des régimes antidumping. Nous devons également nous attaquer à de nouveaux problèmes, par exemple à l'harmonisation éventuelle des politiques nationales sur la concurrence et les questions de commerce, d'environnement et de normes de travail. L'aboutissement de ces efforts aura des répercussions considérables sur les relations futures entre le Canada et l'Union européenne. [...] Nous devons donc tirer le meilleur parti possible des récents progrès en matière de politique commerciale et les transformer en débouchés commerciaux. C'est là que le milieu des affaires doit intervenir, que ce soit au niveau des sociétés multinationales ou des petites et moyennes entreprises. Je vous exhorte particulièrement à relever ce défi en mettant vos produits et services à l'épreuve.»

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, devant la Chambre de Commerce de l'Union européenne, Toronto (Ontario), le 12 juillet 1994, 94/33.

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

### DISCOURS :

«Dans le domaine de l'immigration, l'une des questions les plus épineuses auxquelles un pays doit s'attaquer est celle de l'exécution de la Loi et des renvois, c'est-à-dire les mesures à prendre à l'endroit des ressortissants étrangers qui ne respectent pas nos lois, n'ont pas de statut juridique ici et ne sont pas autorisés à rester au Canada. [...] Si nous tolérons les abus, si nous permettons aux gens d'enfreindre la loi impunément, nous diminuons la crédibilité du programme et nous trahissons la confiance des Canadiens. De plus, nous mettons les citoyens canadiens en péril. Je ne tolérerai pas que nos lois soient bafouées, et je ne mettrai pas les Canadiens en danger. J'annonce [...] une réorientation générale des politiques canadiennes en matière de renvois. Cette nouvelle orientation repose sur trois éléments : premièrement, une initiative visant les demandeurs dont la revendication du statut de réfugié a été rejetée. Je vais apporter une solution aux cas des personnes qui n'ont pas été renvoyées du Canada à cause de troubles dans leur pays d'origine. Nous veillerons à ce que les renvois reportés soient exécutés de manière efficace et équitable; deuxièmement, une nouvelle stratégie en matière de renvois visant d'abord et avant tout l'expulsion des criminels étrangers; troisièmement, la création d'un Groupe spécial qui comptera 20 agents de la GRC. Ce groupe s'attachera immédiatement et exclusivement à dépister et à expulser les criminels étrangers qui ont été jugés coupables d'infractions graves et qui se sont soustraits aux mesures de renvoi prises contre eux. Des agents d'immigration feront partie du groupe auquel collaboreront également les polices locales. En outre, 10 autres membres du personnel de l'Immigration viendront prêter main-forte au groupe en poste dans la région métropolitaine de Toronto. Par ailleurs, je maintiens un effectif de 36 investigateurs de l'Immigration à Toronto.»

Déclaration par M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Ottawa (Ontario), le 7 juillet 1994.

### ACDI

#### L'ACDI et la Canadian Occidental Petroleum font parvenir de l'assistance humanitaire à la population du Yémen

Le 12 juillet 1994, n° 94-24

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le président et chef de la direction de la Canadian Occidental, M. Bernard Isautier, ont annoncé [...] que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Canadian Occidental Petroleum conjugueront leurs efforts pour venir en aide aux victimes du conflit au Yémen. [...] L'ACDI versera 500 000 \$ au Comité international de la Croix Rouge (CICR) et la Canadian Occidental versera 250 000 \$; la contribution totale du Canada s'élève donc à 750 000 \$. [...] "Ce conflit a entraîné la population du Yémen dans une situation tragique", a déclaré M. Ouellet. "Je suis content que la Canadian Occidental et le gouvernement du Canada contribuent ensemble aux opérations de secours humanitaire dans ce pays du Moyen-Orient."»

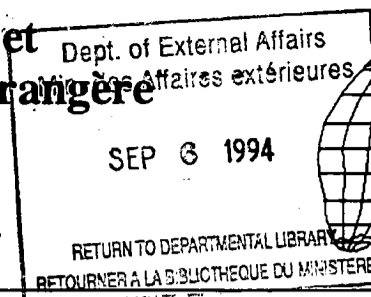
Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

CA1  
EA  
T38  
Jul 27,  
1994  
Copy 1

Week  
le and  
Policy

Le commerce et  
la politique étrangère  
cette semaine

July 21 - 27, 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade  
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:  
PRESS RELEASES:

Far Eastern Tour by the Vancouver Chamber Choir

July 27, 1994, no. 151

"Foreign Affairs Minister André Ouellet ... announced a grant of \$70 000 to the Vancouver Chamber Choir for a concert tour of Japan and Korea from July 27 to August 23, 1994. 'The Vancouver Chamber Choir will compete in two world-class choral events and perform in a number of major Asian cities. Cultural exchanges are an important element of Canada's international relations and I wish the members of the Choir success as they represent Canada on this exciting tour,' said Mr. Ouellet."

Ouellet Condemns Attacks against Israeli and Jewish Targets

July 27, 1994, no. 150

"Foreign Affairs Minister André Ouellet ... condemned the bombing of the Israeli Embassy in London and attacks against Jewish targets in the United Kingdom, Argentina and Panama. ... 'These acts only serve to underscore the importance of concluding a just peace in the Middle East and testify to the wisdom, courage and leadership of those who have fought so hard for peace, especially Israeli Prime Minister Rabin, Palestine Liberation Organization Chairman Arafat and King Hussein of Jordan,' said Mr. Ouellet."

Ouellet Welcomes Signing of Jordan-Israel Agreement

July 25, 1994, no. 149

"Foreign Affairs Minister André Ouellet ... warmly welcomed the signing of the Washington Declaration by King Hussein and Prime Minister Yitzhak Rabin, which brings to an end the "state of belligerency" between Jordan and Israel. 'The signing of the Washington Declaration is another historic step toward the conclusion of a just, lasting and comprehensive peace in the Middle East. All Canadians pay tribute to the leadership and courage of King Hussein and Prime Minister Rabin,' said Mr. Ouellet."

STATEMENTS:

"... With the inauguration yesterday of the ASEAN [Association of Southeast Asian Nations] Regional Forum [ARF] we have opened another important channel for consultations within the ASEAN-led process. With the ARF we have started something new — something that both reflects the profoundly changed international situation and signals the way for the future. Inspired by the ASEAN traditions of discussion and consensus, we have begun to develop a framework for a co-operative security dialogue which will contribute to stability and prosperity in the region. ... I would like to address briefly three issues which are of particular interest to ASEAN and to the Dialogue Partners. I speak of Cambodia, Viet Nam and Burma. Cambodia represents one of the great successes, and continuing challenges, of international peacekeeping. Canada was proud to be a signatory to the Paris Peace Accords. We provided over 200 service personnel and 100 civilians as our contribution to the largest peacekeeping operation in the United Nations history. It is thus with increasing concern that we note recent developments in the country that now threaten the gains which have been achieved at such cost. The Khmer Rouge, whose appalling human rights abuses shocked the world in the 1970s and which boycotted the UN-sponsored elections, are continuing the civil conflict in the country. While, ultimately, Cambodians themselves must achieve a lasting peace to allow the reconstruction of their country, it is in the interest of the entire international community to ensure that the legitimately elected government is supported and that strong measures are taken to ensure that the Khmer Rouge receive no assistance from any source. Viet Nam is continuing its reintegration into the regional and world economies, a process which receives Canada's full support. Our bilateral relations with Viet Nam are continuing to improve. In June, Canada welcomed Viet Nam's Deputy Prime Minister, Mr. Phan Van Khai. During that visit Canada and Viet Nam signed the first agreements between our two countries in the spheres of economic and development co-operation. In this context, we look forward to a rapidly expanding relationship. We are concerned that stability in another part of the region remains elusive. I am speaking of Burma, where the military regime continues to block democratic reform, detain political opponents without trial and impose harsh and unjust treatment on large segments of the population. While Burma's opening to its neighbours after decades of self-imposed isolation is encouraging and may offer the hope that the regime's policies will moderate over time, we need to see evidence of real commitment to political reform. We call on the Burmese regime to respond to the concerns of the international community by releasing all political prisoners and by taking concrete measures for the restoration of democracy. We hope that other countries, including our ASEAN partners, will take account of these concerns in their approach to Burma, perhaps in the form of benchmarks that would measure the progress of reform. ... "

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the ASEAN Post-Ministerial Conference Six Plus Seven Open Session (Bangkok, Thailand, July 26, 1994, 94/38)

"As International Trade Minister, I am confronted with issues that go beyond international trade in goods. As you are well aware, trade also means services and, increasingly, servicing a foreign market means making an investment. In the case of Canada and Europe, the flow of investment has become a fundamental characteristic of our bilateral relations. ... National treatment, cultural and market differences, varying standards and business practices, and proximity to clients are but a few of the main factors which have made investment one of the most practical market penetration techniques between regional economic groupings such as North America and Europe. ... In the specific area of investment, a number of bilateral agreements are already in place to facilitate the two-way flow of investment. Further negotiations are under way with the European Union on agreements on standards, science and technology and customs co-operation ... At the multilateral level, notably within the Organization for Economic Co-operation and Development [OECD] and the GATT/WTO [General Agreement on Tariffs and Trade/World Trade Organization], work is being done to establish principles and issues that would lead to an international investment agreement putting investment under a similar discipline as trade in goods and services. The need for such discipline stems from the fact that, despite significant progress, many countries have not done enough to liberalize their laws and

regulations on inward foreign investment. There has also been a rise in informal investment barriers. At the other extreme, many countries eager to attract foreign investment have engaged in predatory practices such as the use of overly generous incentives. ... In the absence of an international regime, Canada has succeeded in improving access and protection for Canadian investment abroad through the North American Free Trade Agreement and a number of bilateral foreign investment protection agreements. ... " Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, at the Deutsche Bank Dinner (Toronto, Ontario, July 21, 1994, 94/37)

"... Canada has been a strong supporter for convening such an inclusive forum, believing that if we are to discuss security issues seriously, then all the key regional players must be present. ... There is no shortage of security issues to address. The situation on the Korean peninsula is the most immediate concern. ... Other regional security challenges also exist. They may lack the immediacy of the Korean situation, but they are important to regional stability and security — the buildup of conventional arms, the proliferation of nuclear weapons and missile systems, and the complex problems arising from the competing claims in the South China Sea. ... We must also consider the non-traditional threats which effect our collective security — environmental degradation, uncontrolled migration, unequal economic development, drug abuse and trafficking, piracy, as well as such health concerns as the spread of AIDS. ... This forum provides a unique opportunity to build security within the region and to articulate a strategic vision for Asia-Pacific — one that provides a framework for regional security and mechanisms to prevent and resolve conflicts. ... Building a regional framework will take time. Asia-Pacific is a huge and diverse region which is only beginning to develop a habit of multilateral co-operation in security issues. We must respect the traditions of dialogue, consultations and consensus, which have served us well in other ASEAN-led fora. Our progress will be step by step, but it must aim at a definable goal. ... As a complement to an evolving security framework, we should also look at introducing some modest measures to build confidence and promote transparency between our countries. As a first step, we could develop a set of principles to guide our relations between states in the region. Existing instruments such as the UN Charter, the Treaty of Amity and Co-operation in Southeast Asia and the Five Principles of Peaceful Co-existence provide a good starting point for our consideration. The principles we develop should be dynamic and should evolve as our habit of dialogue deepens. We should not hesitate to explore other practical initiatives for co-operative action in the areas which are the bedrock of long-term peace and security: confidence and security-building measures, conflict management, and non-proliferation. ..."

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, at the inaugural meeting of the ASEAN Regional Forum (Bangkok, Thailand, July 25, 1994, 94/36)

"... The purpose of my visit to Asia is to strengthen the commitment of our government to the region; to strengthen our bilateral relationship here and to express our desire for co-operation in multilateral fora. ... Politically and economically, Japan and Canada are key interlocutors and partners in multilateral fora of prime importance to both of us, such as the new World Trade Organization, the G-7 [Group of Seven leading industrialized countries], the United Nations, APEC [Asia-Pacific Economic Co-operation] and various other Asia-Pacific fora. Next year, Canada will chair the Economic Summit and Japan will host the APEC meetings. We look forward to working closely with Japan to ensure the success of these events. ... In my discussions here, I have also emphasized the key importance Canada attaches to reform of the United Nations. As we approach the 50th anniversary of the founding of the UN in 1995, Canada would like to work with Japan to seek the key reforms needed to make the United Nations more effective. It is clear that Canada favours an increased Japanese role in the UN. For its part, Japan has lent its support to Canada in our efforts to enhance the efficiency of the OECD [Organization for Economic Co-operation and Development]. ... It is our view that the Japanese government is on the right track with its efforts to promote economic growth by stimulating domestic demand through deregulation and market-opening measures. We believe this approach is the best way to deal with the problem of trade imbalances because it reflects the spirit of multilateral free trade and of the international rules-based trading system to which both our countries are committed. As Japan's economy changes, so does its market. Expanding Canadian exports to Japan will depend on our ability to position ourselves in the most rapidly growing market segments — higher value-added products — while maintaining our traditional exports of resource-based commodities, which still make up the bulk of our trading relationship. ..."

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the Canadian Chamber of Commerce in Japan and the Canada-Japan Society (Tokyo, Japan, July 21, 1994, 94/35)

CIDA

Canada Provides Additional Aid for Victims of the Conflict in Rwanda *July 21, 1994, no. 94-25*

"Christine Stewart, Secretary of State for Latin America and Africa, ... announced, on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet, that the Government of Canada is providing additional aid to help victims of the conflict in Rwanda. The Canadian International Development Agency (CIDA) has set aside an envelope of \$10 million to respond to this crisis. Of these funds, at least \$1 million will be used to provide clean water to the refugees. Sanitation equipment, medical supplies and emergency materials will also be purchased through Canadian funding. An amount of \$2 million will go towards purchase of Canadian food commodities such as lentils, peas or beans. ... This contribution brings Canada's total humanitarian assistance to Rwandans to \$21.8 million since the fighting began. ... In a collaborative effort between CIDA and the Department of National Defence, Defence Minister David Collenette announced that he had agreed to dedicate a Hercules C-130 to help with the transportation of relief supplies into refugee areas. ... Since April, Canada has provided the only vital airlink between Nairobi, Kenya, and Kigali, the capital of Rwanda. In total, the Canadian forces have flown 137 flights into Rwanda and neighbouring countries. This latest aircraft will enhance Canada's ability to support United Nations and NGO [Non-Governmental Organization] relief efforts in the area."

UPCOMING EVENTS:

- August 18-28, 1994: Commonwealth Games (Victoria, British Columbia)
- September 5-13, 1994: UN International Conference on Population and Development (Cairo, Egypt)
- October 24, 1994: Launch of United Nations 50th Anniversary Commemoration Activities
- November 25-26, 1994: APEC Ministerial Meeting (Jakarta, Indonesia)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

